

**Pour enrayer la machine à expulser :  
la solidarité est une arme.**

En matière d'immigration, la politique du gouvernement est claire : faire du chiffre. Faire du chiffre ça veut dire enfermer et expulser toujours plus d'étranger-es, traquer les personnes en situation irrégulière jusque dans leur foyer, tendre des guet-apens administratifs dans les préfectures ou les mairies, organiser des rafles dans la rue, dans les stations de métro.

Face à la mise en place de cette machine à expulser parfois meurtrière<sup>1</sup>, l'indignation citoyenne ne suffit plus, et les actes de résistance se multiplient : qu'il s'agisse de la mise en place de réseaux pour cacher les familles recherchées, ou des tentatives pour empêcher des vols en direction des pays d'origine. Plus récemment, des grèves de travailleurs sans-papiers ont éclaté ici et là, ainsi qu'une série de révoltes collectives dans les centres de rétention, relayées par des manifestations, plus ou moins offensives, aux abords de ces prisons pour étranger-es...

La répression s'intensifie aussi, mécaniquement. Plusieurs retenus en lutte ont subi des tabassages en règle, avec à la clé des dents et des bras cassés, au CRA de Vincennes. Dans le jura des personnes ont écopé de lourdes amendes pour des graffitis en soutien à la lutte des sans-papiers. Idem pour un internaute qui avait adressé un mail rageur à Sarkozy, au sujet de sa politique « d'immigration jetable ». Mi-janvier, Ivan et Bruno, deux militants qui portaient pour une manifestation devant le centre de rétention de Vincennes, sont arrêtés en possession de fumigènes artisanaux (pour se faire voir des retenus en lutte) et de clous torçus (afin de crever les pneus des fourgons cellulaires). Ils sont incarcérés depuis plus de cinq mois et leur affaire a été récemment requalifiée sous le signe de l'antiterrorisme !

On avait presque pris l'habitude que les personnes sans-papiers soient frappées de procédures d'exception : depuis les violences subies en zone d'attente jusqu'à la double peine. Il semble que les soutiens les plus actifs fassent les frais également de cette politique : l'antiterrorisme c'est bien le nom de cette opération en vertu de laquelle l'Etat peut tout se permettre pour briser nos résistances. On sait bien qui était désigné comme terroriste par le gouvernement de Vichy.

L'« étranger » et le « terroriste » ont leurs lois spéciales. Ils ont également leur zone de non droit : le centre de rétention pour l'un, la prison pour l'autre. Deux dispositifs à abattre. Ne laissons personne pourrir dans cet isolement. Face à cet état d'exception permanent il est indispensable d'affirmer notre solidarité avec ceux et celles qui luttent dans et hors des centres de rétention.

**Liberté pour tou-tes les sans-papiers emprisonné-es,  
liberté pour Ivan et Bruno !**

**Rassemblement de soutien devant la Préfecture, rue Dunois dans le 3<sup>ème</sup> arrondissement,  
samedi 7 juin à 14H30.**

Signataires : CIRDEL, CSP 69, CGA 69, CNT Interco 69, CNT Supérieur-Recherche 69, CGA 69, Demeurant Partout, Collectif LFP (st étienne), Collectif gueule d'amour, Coop' La Distro, FSE, La luttine, LCR 69, RUSF 69, Sud Etudiants 69, Témoins/Caisse de Solidarité, UPC...

---

<sup>1</sup>. Baba Traoré s'est ainsi noyé dans la Marne le 4 avril dernier, en tentant d'échapper à un contrôle de la BAC, à Joinville-le-Pont.

**Pour enrayer la machine à expulser :  
la solidarité est une arme.**

En matière d'immigration, la politique du gouvernement est claire : faire du chiffre. Faire du chiffre ça veut dire enfermer et expulser toujours plus d'étranger-es, traquer les personnes en situation irrégulière jusque dans leur foyer, tendre des guet-apens administratifs dans les préfectures ou les mairies, organiser des rafles dans la rue, dans les stations de métro.

Face à la mise en place de cette machine à expulser parfois meurtrière<sup>1</sup>, l'indignation citoyenne ne suffit plus, et les actes de résistance se multiplient : qu'il s'agisse de la mise en place de réseaux pour cacher les familles recherchées, ou des tentatives pour empêcher des vols en direction des pays d'origine. Plus récemment, des grèves de travailleurs sans-papiers ont éclaté ici et là, ainsi qu'une série de révoltes collectives dans les centres de rétention, relayées par des manifestations, plus ou moins offensives, aux abords de ces prisons pour étranger-es...

La répression s'intensifie aussi, mécaniquement. Plusieurs retenus en lutte ont subi des tabassages en règle, avec à la clé des dents et des bras cassés, au CRA de Vincennes. Dans le jura des personnes ont écopé de lourdes amendes pour des graffitis en soutien à la lutte des sans-papiers. Idem pour un internaute qui avait adressé un mail rageur à Sarkozy, au sujet de sa politique « d'immigration jetable ». Mi-janvier, Ivan et Bruno, deux militants qui portaient pour une manifestation devant le centre de rétention de Vincennes, sont arrêtés en possession de fumigènes artisanaux (pour se faire voir des retenus en lutte) et de clous torçus (afin de crever les pneus des fourgons cellulaires). Ils sont incarcérés depuis plus de cinq mois et leur affaire a été récemment requalifiée sous le signe de l'antiterrorisme !

On avait presque pris l'habitude que les personnes sans-papiers soient frappées de procédures d'exception : depuis les violences subies en zone d'attente jusqu'à la double peine. Il semble que les soutiens les plus actifs fassent les frais également de cette politique : l'antiterrorisme c'est bien le nom de cette opération en vertu de laquelle l'Etat peut tout se permettre pour briser nos résistances. On sait bien qui était désigné comme terroriste par le gouvernement de Vichy.

L'« étranger » et le « terroriste » ont leurs lois spéciales. Ils ont également leur zone de non droit : le centre de rétention pour l'un, la prison pour l'autre. Deux dispositifs à abattre. Ne laissons personne pourrir dans cet isolement. Face à cet état d'exception permanent il est indispensable d'affirmer notre solidarité avec ceux et celles qui luttent dans et hors des centres de rétention.

**Liberté pour tou-tes les sans-papiers emprisonné-es,  
liberté pour Ivan et Bruno !**

**Rassemblement de soutien devant la Préfecture, rue Dunois dans le 3<sup>ème</sup> arrondissement,  
samedi 7 juin à 14H30.**

Signataires : CIRDEL, CSP 69, CGA 69, CNT Interco 69, CNT Supérieur-Recherche 69, CGA 69, Demeurant Partout, Collectif LFP (st étienne), Collectif gueule d'amour, Coop' La Distro, FSE, La luttine, LCR 69, RUSF 69, Sud Etudiants 69, Témoins/Caisse de Solidarité, UPC...

---

<sup>1</sup>. Baba Traoré s'est ainsi noyé dans la Marne le 4 avril dernier, en tentant d'échapper à un contrôle de la BAC, à Joinville-le-Pont.